

Suite à la présentation des priorités de la rentrée, les intentions de la DG ne laissent que peu d'espoir....

Il est des rendez vous avec la DG où le mépris des salarié.e.s de France travail ne mérite que l'appel à la mobilisation....

Les élus du CSEC de France Travail :

- 1. Actent leur opposition aux orientations budgétaires portées par la Direction Générale et dénoncent plus largement l'absence de neutralité de celles-ci sur les choix budgétaires gouvernementaux*
- 2. Dénoncent, les injonctions descendantes et les priorités changeantes qui désorganisent et démobilisent partout les collectifs de travail.*
- 3. Condamnent la stigmatisation des privé·es d'emploi et des plus fragiles et l'utilisation de France Travail comme instrument d'une politique punitive.*
- 4. Réaffirment la nécessité de : - doter France Travail de moyens budgétaires et humains à la hauteur de ses missions, - mettre fin aux réformes injustes de l'assurance chômage, - garantir une protection sociale de haut niveau et l'abandon de la retraite à 64 ans, - engager une transition écologique juste et une réindustrialisation créatrice d'emplois, - instaurer une justice fiscale taxant les plus hauts patrimoines pour un meilleur financement des services publics, ainsi qu'une véritable évaluation/conditionnalité des aides publiques aux entreprises.*
- 5. Alertent les tutelles et les pouvoirs publics sur la gravité de la situation sociale dans l'établissement : tensions croissantes avec les usagers, perte de sens au travail et risques psychosociaux accrus*
- 6. Exigent un véritable dialogue social autour des orientations et projets de la Direction Générale permettant la prise en compte des propositions, préconisations et alertes des représentants du personnel.*

